



# LA GÉORGIE

POLITIQUE & SOCIALE

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 51, rue Saint-Sauveur, PARIS

LA GÉORGIE est en vente à la SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION (Librairie Georges Bellais), 17, rue Cujas, Paris (V°).

## SOMMAIRE

De l'entente entre les diverses nationalités de la Russie. — Les Arméniens et les Géorgiens. — Un lâche assassinat dans la prison de Tiflis. — Les détails sur l'attentat contre le gouverneur-général du Caucase, le prince Golitsine. — A propos de la manifestation internationale en faveur des opprimés d'Arménie et de Macédoine. — L'Église géorgienne. — Un nouveau procès politique en Géorgie. — Popularité du prince Golitsine. — La presse étrangère sur la Géorgie. — Bibliographie de la Géorgie (Suite).

### De l'entente entre les diverses nationalités de la Russie

La question des diverses nationalités, incorporées à l'empire russe, est un problème des plus sérieux. Pour le résoudre il ne faut pas s'égarer dans le domaine des définitions abstraites et doctrinales ; il ne faut pas rechercher « l'entité » de la vie nationale et disputer sur le rôle prédestiné de telle ou telle nation, ou sur son droit d'exister parmi les autres nations. Rien de plus stérile et de plus nuisible que de se placer dans un pareil cas sur un terrain métaphysique.

La question des nationalités met en jeu la vie et le bien-être des êtres humains, par conséquent c'est un problème social et politique très réel et très vital. Pour l'envisager clairement ce n'est pas sur les considérations de la justice et du droit qu'il faut se guider, mais sur les considérations de la *nécessité, des besoins réels* des différents groupements des hommes. C'est à dire que le problème des nationalités étant un problème scientifique doit être résolu par des méthodes et des procédés scientifiques.

Or, une méthode scientifique est basée sur l'expérience et l'observation des phénomènes. Donc, la vie nationale des peuples en question doit être considérée comme un phénomène, comme un objet d'observation. Dans quelles conditions vit telle ou telle nation? Quels besoins a-t-elle? Quels sont les moyens pour satis-

faire ses besoins, etc? Voilà les procédés d'une observation scientifique. Le résultat des recherches de ce genre eût été très précieux. Et ni lamentations sur les droits opprimés, ni appel à l'humanité et à la justice n'auraient jamais eu un effet plus riche en conséquences.

A ce point de vue il est très propice d'aborder la question des nationalités incorporées à la Russie. Il est temps d'étudier ce problème vital dans son ensemble, dans son intégrité. C'est justement pour accomplir cette tâche qu'il faudrait établir une entente entre les nationalités intéressées.

La Russie se trouve en ce moment à la veille de changements profonds dans sa vie politique. Mais la Russie n'est pas un corps homogène. Le changement de l'empire aurait nécessairement une répercussion dans la vie des diverses nationalités incorporées à la Russie. Et pour que ce changement de la vie politique de l'empire russe prenne une direction rationnelle et que la répercussion de la transformation générale ait dans diverses parties de cet immense empire un bienfait désirable, il faut que les petites nationalités délibèrent préalablement, étudient ensemble leur situation respective et se présentent ainsi préparées devant le jugement et la conscience de la nation russe.

Et les griefs de ces nationalités n'auront pas seulement un caractère de desiderata et d'aspirations humanitaires, mais ils auront le caractère de réclamations *inévitable* et *nécessaires*. Car les représentants des nationalités intéressées, en étudiant les conditions actuelles de leur vie sociale et politique, en envisageant les besoins de leur peuple, indiqueront les moyens efficaces pour pouvoir satisfaire à ces besoins et de la sorte trouveront une solution à ce grave problème.

C'est pour cette raison que l'entente entre les diverses nationalités est urgente. Le problème des nationalités doit être envisagé et résolu par chaque nationalité intéressée. Nul ne peut connaître mieux que les Polonais les besoins de la Pologne ou que les Finlandais les besoins de la Finlande. Or, ce sont eux



qui pourront indiquer les remèdes et les moyens pour adoucir les plaies existantes. Outre cela, ce serait un moyen d'envisager le problème dans son ensemble, car chaque nationalité ayant son caractère à part, ayant ses griefs et besoins particuliers, n'en compose par moins un élément efficace pour la solution du problème dans son intégrité.

Les représentants des nationalités intéressées après avoir envisagé cette question, décideront un point capital, à savoir, lesquelles de ces nationalités actuellement assujetties voudront rester dans le cadre de l'Etat russe émancipé et lesquelles exprimeront le désir de se séparer de la Russie. C'est aux Polonais, Finlandais, Lituanais, Géorgiens et autres de décider leur sort, leur avenir.

C'est à eux de dire si pour le développement intégral de leur peuple il leur faut une indépendance politique ou un self-gouvernement national. Et c'est seulement après les décisions de ces nationalités qu'on pourrait envisager justement la direction politique de la Russie proprement dite ; c'est le suffrage des nationalités assujetties qui décidera les limites naturelles de l'état russe.

Car la solution du problème des nationalités en Russie n'a que deux issues, c'est le séparatisme et le fédéralisme. Ceux qui exprimeront le désir de rester dans le cadre de l'état russe, formeront ce vœu à la condition de l'établissement en Russie d'une large fédération politique. Cette fédération sera la condition nécessaire de leur développement. Et au contraire, ceux qui ne se contenteront pas de cette fédération, chercheront inévitablement la voie de la séparation.

Nous ne trouvons pas d'autre moyen plus efficace ou plus propice pour la solution de ce problème. Nous soulignons ce genre de solution, non parce que c'est le droit et la justice qui l'exige, mais parce que chaque autre solution aurait un caractère de palliatif, d'inefficacité, parce que ce sont les *besoins réels* des peuples intéressés qui sont en cause.

Quand aux considérations d'ordre moral, n'oublions pas que c'est par la force armée et contre la volonté des peuples que le gouvernement russe, à différentes époques, décida du sort de ces diverses nationalités et que par conséquent ils ont le droit de changer leur situation *d'après* leurs propres aspirations.

Donc, une entente entre les nationalités s'impose. Et la « Géorgie » invite les représentants des différents groupes des Polonais, Finlandais, Petits-russiens, Arméniens, Géorgiens et autres à s'unir pour envisager le problème dans son ensemble et pour élaborer les griefs et les présenter au jugement des partis libéraux et socialistes russes. Nos colonnes seront ouvertes à tous ceux qui voudront contribuer à cette entente. Nous croyons que l'heure est propice pour cette œuvre, que cette union donnera au problème des nationalités en Russie plus d'ampleur, plus de clarté et que la solidarité entre les nationalités assujetties accroîtra leur force morale et augmentera leurs chances de réussir. De l'autre côté, il est temps de dire aux partis avancés de la Russie *toute* notre pensée,

de leur montrer *tous* nos besoins. Cette franchise facilitera notre rapprochement, écartera de nous des malentendus et contribuera à une entente plus large entre tous les partis protestataires de la Russie.

## LES ARMÉNIENS ET LES GÉORGIENS

Les sanglants événements de l'Arménie russe indignèrent à juste titre le monde civilisé. Le gouvernement russe « protecteur séculaire des peuples chrétiens de l'Orient » a déployé une brutalité et une sauvagerie inouïes envers un de ses protégés, le petit peuple arménien. Partout, à Bacou, à Erivan, à Elisabethopol et à Tiflis, où les agents du « gouvernement protecteur » procéderaient à la « confiscation » du bien de main-morte de l'Église arménienne et où le peuple amassé autour des églises osa exprimer son indignation et sa protestation contre ces ordres illégaux et immoraux, partout les cosaques et les troupes chargeaient la foule, causant par centaines des morts et des blessés.

La conscience de l'Europe s'éleva contre cette barbarie, contre l'insolence de ce gouvernement sans scrupule. Récemment encore la démocratie italienne décida, à cause de tous ces sanglants événements et des précédents dont le gouvernement russe est responsable, d'empêcher le voyage du tsar en Italie, pour lui prouver de la sorte que désormais on ne saurait, sans se compromettre devant la conscience de l'humanité, se livrer à des démonstrations sanglantes même dans les limites de son propre empire et se permettre de voyager ensuite dans les pays civilisés avec un air de sérénité et d'innocence comme le promoteur de la paix universelle.

Mais tous ces douloureux événements doivent forcément orienter l'esprit du peuple arménien vers un point différent. L'Arménie russe dans ses couches profondes, a été jusqu'en ces derniers jours, calme et tranquille. Malgré l'oppression du régime russe toutes les forces de la nation furent dirigées vers l'Arménie turque, dont le sort pitoyable impressionnait douloureusement tous les nobles esprits du peuple arménien. Les événements politiques qui suivirent le fameux congrès de Berlin, démontrèrent avec évidence que la Russie non seulement n'interviendrait pas au profit de l'Arménie turque où de la Macédoine, mais qu'elle s'opposerait constamment à la création d'une autonomie arménienne et macédonienne. C'est que la Russie n'a pas oublié ses intentions séculaires et que la proclamation de l'autonomie des provinces de la Turquie empêcherait l'accomplissement de ses désirs cachés. Et puis, à l'heure actuelle, le gouvernement russe est absorbé par les événements de l'Extrême-Orient où les silhouettes encore vagues de Pékin commencent à hanter l'imagination avide et insatiable des bureaucrates russes, comme jadis ils étaient hantés par Stamboul. On n'a pas encore renoncé à Stamboul, on a ajourné seulement l'occupation de cette ville, en vue de laquelle on a versé tant de sang, de-

pensé tant d'énergie et déployé tant de ruse ce qui se traduit par la formule quasi-sacrée de « protection des chrétiens d'Orient. »

Donc, le gouvernement russe, dans son propre intérêt, maintiendra le statu quo de l'Empire turc pour avoir dans l'avenir une proie importante et intacte. Donc, les efforts arméniens resteront stériles en Turquie, tant qu'ils trouveront sur leur chemin la main de fer de la Russie et tant que l'indifférence des diplomaties — qui paraît n'avoir pas de terme — encouragera l'audace d'Abdoul-Hamide. Donc, c'est la Russie, c'est à dire le gouvernement autocratique russe qui doit être attaqué par les arméniens; gouvernement qui peu à peu prend la direction des événements de la péninsule Balcanique, de la Perse, de la Turquie et de l'Extrême-Orient.

C'est justement cette conception que nous trouvons dans une lettre de Tiflis publiée par l'Européen (n° 93)

« Les Arméniens de Russie, écrit le correspondant, qui jusqu'ici n'avaient consacré leurs forces qu'au développement de leur nationalité, seront désormais entraînés naturellement vers le mouvement révolutionnaire russe, pour l'aider à renverser un régime barbare qui opprime toutes les nationalités se trouvant sous son joug, et qui tout en se donnant officiellement comme « protecteur des chrétiens d'Orient, » dévalise une église antique et vénérable qui a rendu les plus grands services au christianisme. » Ces propos et le fait que les ouvriers arméniens du Caucase sont entraînés peu à peu avec les ouvriers russes et géorgiens dans la lutte contre le tsarisme prouvent que les arméniens commencent à orienter leur action dans une autre voie.

Ainsi par la force des choses « la politique » des arméniens doit être modifiée et adaptée aux nouvelles conditions. Au Caucase la vie commune et le sort identique les placèrent à côté des géorgiens avec lesquels dans le courant de l'histoire ils ont eu beaucoup de points de rapprochement.

Reste à savoir si aujourd'hui, quand ces deux peuples se retrouvent dans le malheur commun, quand les événements les poussent vers la solidarité et l'amitié, reste à savoir s'ils voudront comprendre l'enseignement des faits et s'ils se tendront une main fraternelle.

Le rapprochement des arméniens avec les révolutionnaires russes serait inefficace, s'il ne se produisait pas une réconciliation nécessaire entre les arméniens et les géorgiens. Car il faut avouer que jusqu'ici les rapports de ces deux peuples voisins qui ont tout intérêt à rechercher un soutien mutuel laissent beaucoup à désirer. Il existe une hostilité fâcheuse entre certaines classes de ces deux nations, entre le reste de la féodalité, la naissante bourgeoisie géorgienne et la puissante bourgeoisie arménienne; hostilité qui bien qu'elle ait comme base le terrain économique n'en revêt pas moins un caractère national. Heureusement les prolétaires arméniens, comme nous l'avons indiqué, commencent à se solidariser avec les prolétaires géorgiens. Il faudrait que les autres couches démocratiques des deux peuples voisins — les paysans, les petits pro-

priétaires et même les bourgeois libéraux suivent le même chemin. Outre les considérations morales, c'est l'intérêt réciproque qui exige ce rapprochement et cette réconciliation.

Nous avons dit que les arméniens ne pourraient se rapprocher des révolutionnaires russes si les géorgiens et les arméniens ne se réconciliaient pas. Car l'Arménie russe se trouve au Caucase, à côté de la Géorgie; certains endroits de la Géorgie même — comme par exemple Tiflis, Akaltsich sont peuplés par de nombreux arméniens. Outre les intérêts de voisinage et de cohabitation, devant l'Arménie russe se dresse un problème politique identique à celui de la Géorgie. Les arméniens et les géorgiens sont les deux principaux éléments de la Transcaucasie. Le sort de la Transcaucasie dépend de l'énergie et de l'activité solidaire de ces deux peuples. Les arméniens pourront se solidariser avec les russes, comme le font les géorgiens; mais en échange ils réclameront des garanties essentielles pour leur individualité nationale. Eh bien, comment voulez-vous qu'ils obtiennent ces garanties isolément, sans se réconcilier avec les géorgiens, car l'Arménie russe c'est une partie de la Transcaucasie et la Géorgie fait une seconde partie de ce pays. L'autonomie de la Géorgie serait étroitement liée avec l'autonomie des autres parties de la Transcaucasie. Les arméniens ne pourront rien obtenir des russes s'ils ne posent pas devant eux la question de la Transcaucasie (même du Caucase entier) dans son intégrité. Et on peut en dire de même pour les géorgiens.

Tels sont les points d'ordre politique ou nationale qui exigent une nouvelle orientation entre les deux peuples voisins. Mais il existe aussi des intérêts d'ordre économique qui consolideront également l'union des géorgiens et des arméniens. Deux nations qui pendant un certain temps vivent l'une près de l'autre, privées de barrières séparant un état de l'autre, qui sont assujetties par le même pouvoir central russe, créent forcément des besoins économiques identiques, ayant un milieu politique commun, milieu qui entrave le développement des forces économiques dans le sein de ces nations.

On prétend que les intérêts économiques des géorgiens sont en opposition évidente avec ceux des arméniens; cette idée est partagée par des hommes imbus des intérêts de classe, d'un côté, et de l'autre par certains publicistes russes dont la tâche est de semer le désaccord parmi les diverses nationalités du Caucase. En réalité la contradiction des intérêts économiques n'existe qu'entre le peuple géorgien et la bourgeoisie arménienne. Et ce qui est à noter c'est que la même contradiction des intérêts économiques subsiste entre la noblesse et les paysans géorgiens, par exemple. En ces derniers temps elle est devenue très aigue; de sorte que le conflit qui pour ainsi dire couvait depuis longtemps se manifeste maintenant violemment. Un conflit du même genre prit jour parmi les ouvriers arméniens et leurs compatriotes, capitalistes arméniens de Tiflis et de Bacou. Ainsi rien de plus inexact que de prétendre à une



contradiction imminente entre les intérêts économiques du *peuple* géorgien avec ceux du *peuple* arménien. Le mouvement ouvrier en Transcaucasie démontre que les ouvriers des deux nations se solidarisent et élaborent une commune ligne de conduite.

Ainsi les patriotes arméniens où géorgiens, s'ils sont vraiment préoccupés des intérêts de leur peuple et non pas de celui des classes privilégiées auxquelles ils appartiennent ne doivent pas évoquer une prétendue contradiction des intérêts économiques entre le peuple arménien et le peuple géorgien. Ils n'ont qu'à lier étroitement la question nationale. — c'est-à-dire la question des institutions nationales, de la langue, etc., — avec les besoins sociaux de leur peuple respectif et la conséquence de cette tactique sera le rapprochement inévitable et désirable entre les nations arménienne et géorgienne.

### Un lâche assassinat dans la prison de Tiflis (1)

Le mois passé le gouvernement de la Russie a commis à Tiflis un acte de lâcheté révoltante. Un soldat, sur l'ordre d'un officier, son chef, fit feu sur un détenu politique, Vladimir Kétkhoveli, et le tua net. Comme on le sait maintenant, Kétkhoveli maudissait hautement le Tsar, sous la protection duquel on commet tant d'injustices. Or, son langage violent fut entendu par un officier gardien qui donna l'ordre de supprimer tout simplement ce prévenu inquiétant. C'est ainsi que le gouvernement agit envers ses adversaires ! On traque un homme qui donne toutes ses forces pour le bonheur du peuple ; on l'enferme dans des cachots sombres et humides ; on lui fait toutes les misères, on l'exaspère, on l'énerve. Et quand le malheureux homme à bout de souffrance prononce un mot, un seul mot à l'adresse du Tsar, qui est la cause principale, de toutes ces souffrances, on tue comme une bête dangereuse un homme sans défense, sans armes. Il est évident que les auteurs de ce crime ignoble ne seront pas cités à comparaître devant les tribunaux, mais seront encore rémunérés.

Voici en quelques lignes les notes biographiques de Kétkhoveli. C'était un géorgien, du gouvernement de Tiflis. Il y a 5 ans il commença à organiser à Tiflis des groupes d'ouvriers, où il faisait de la propagande socialiste. En 1899 il dirigea la grève des employés des tramways de Tiflis, grève qui fut achevée par la victoire des ouvriers. Les gendarmes commencèrent alors à le soupçonner et pour se débarrasser de lui le bannirent de Tiflis. Kétkhoveli s'installa alors à Bacou ; où il commença à travailler. A Bacou n'existait pas alors de groupes social-démocrates. C'est Kétkhoveli qui les organisa le premier. Et malgré l'opposition des révolutionnaires nationalistes arméniens qui voulaient concentrer les efforts des ouvriers arméniens pour la délivrance de l'Arménie turque, Kétkhoveli réussit à trouver des adeptes à Bacou et à y créer des groupes et un comité social-démocrate. C'est sous l'initiative de Kétkhoveli que les ouvriers de Bacou organisèrent en 1901 une fête du 1<sup>er</sup> Mai en dehors de la ville.

En même temps Kétkhoveli fonda une typographie clandestine et publia le premier bulletin socialiste géorgien « Brdzola » (La lutte) qui continue à paraître jusqu'à maintenant. C'est lui aussi qui éditait au Caucase les premières proclamations en géorgien, en arménien et en russe. En 1902 Kétkhoveli fut arrêté à Bacou et envoyé dans la prison de Tiflis où cet homme infatigable, ce modeste héros, champion du peuple, fut assassiné en pleine jeunesse, abattu comme un chien où une bête fauve. La mort de Kétkhoveli est une perte irréparable non seulement pour les social-démocrates géorgiens, mais aussi pour ceux de la Russie.

(1) Les faits relatés dans cette lettre nous ont été communiqués par un social-démocrate géorgien des plus autorisés.

### détails sur l'attentat contre le gouverneur-général du Caucase, le prince Golitsine

« *Kavkaz*, » organe officiel, donne quelques renseignements sur l'attentat de 14/24 octobre :

« Le 14 octobre, à 4 heures, après son travail habituel, le prince Golitsine alla se promener en voiture avec la princesse sur la route de Kodjor. A son retour, à l'endroit, où la chaussee monte vers le Jardin botanique, en face de la maison d'un gardien, 3 hommes se jetèrent sur la voiture. Un de ces agresseurs porta au prince des coups de poignard à la tête et deux autres voulurent le projeter hors de la voiture. Le prince se défendit avec sa canne. En même temps le cosaque qui se trouvait sur le siège, à côté du cocher, se précipita sur les agresseurs. Le cocher, profitant de leurs embarras, enleva la voiture avec le prince et la princesse. Le cosaque fut grièvement blessé le pied par les agresseurs qui s'enfuirent et se réfugièrent dans les ravins, près du village Okrokani. Ils étaient suivis par un agent de police, Loladzé (fils d'un commissaire de police), et d'autres particuliers. Bientôt les cosaques venus de la ville les rejoignirent. Les agresseurs se cachèrent dans les buissons et se défendirent par une fusillade. Mais l'un d'eux fut tué, les deux autres blessés.

« Et cependant le gouverneur-général et sa femme regagnèrent le palais. Tout de suite furent mandés les médecins qui pansèrent les blessures, au nombre de quatre : deux à la tête, une au visage et une à la main. Mais, grâce à Dieu, les blessures ne sont pas dangereuses... Le soir les deux malheureux blessés expirèrent... »

### A propos de la manifestation internationale en faveur des opprimés d'Arménie et de Macédoine

La conférence internationale qui a eu lieu le dimanche 25 octobre fut très instructive. Une idée surtout s'est dégagée de toutes les discussions, et des paroles prononcées, c'est la volonté de la démocratie européenne, du moins de la démocratie des trois grands pays, comme la France, l'Angleterre et l'Italie de s'occuper de la politique internationale et de la diriger dans la voie de la justice. Le projet austro-russe, discuté minutieusement a été dénoncé comme un signe d'impuissance de la diplomatie officielle. La diplomatie austro-russe n'ose pas ou ne veut pas aborder la question de face. La démocratie, c'est-à-dire le peuple franco-anglo-italien, a affirmé son ferme désir d'en finir avec les équivoques, avec les demi-projets, les demi-résolutions. Il veut que la souffrance des Macédoniens et des Arméniens, cesse, il veut que la justice soit faite dans ces pays subjugués par Habdul-Hamid, et c'est justement dans ce sens que fut rédigé un ordre du jour voté par acclamations :

« Au nom de la *conscience universelle* qui flétrit et ne cessera pas de flétrir les crimes du sultan Abdul-Hamid, — disant cet ordre du jour — l'assistance adjure les puissances de mettre un terme aux atrocités commises en Macédoine, par la nomination d'un gouverneur responsable et l'établissement d'un contrôle effectif. »

Ainsi s'affirmait la volonté de trois démocraties et les gouvernements tôt ou tard seront obligés de suivre la voie indiquée par le peuple. Nous, géorgiens, nous avons une défiance extrême de la diplomatie russe, diplomatie qui depuis Catherine II a joué le jeu de la prétendue protection des peuples chrétiens d'Orient. La Géorgie a été dupe de cette politique protectrice et aujourd'hui elle expie sa naïve confiance d'autrefois. C'est pour souligner notre méfiance à l'égard de la diplomatie russe que nous adressâmes une lettre ainsi conçue au comité arménophile de la France, organisateur de la conférence internationale :

« Les géorgiens, assujettis par le gouvernement russe, s'associant dans leur souffrance et dans leur malheur avec tous les opprimés, saluent la noble tâche de la conférence



internationale qui a pour but la délivrance des arméniens et des macédoniens du joug hamidien. Mais ils se permettent d'objecter que ce douloureux problème est en rapports intimes avec le régime autocratique de la Russie — obstacle et adversaire de l'affranchissement des peuples opprimés.

« La Géorgie qui faisait autrefois partie de la question d'Orient, assagée par les événements passés pleins d'amertume pour elle, croit que tant que durera en Russie le régime absolutiste, le gouvernement russe s'opposera à la création des deux provinces autonomes (Arménie—Macédoine) pour cette simple raison que ces provinces devenues indépendantes par l'intervention de l'Europe libérale, deviendraient gênantes pour la conquête de Constantinople à laquelle la Russie ne veut pas renoncer.

« Expriment aux arméniens et aux macédoniens les sentiments de sympathie et de solidarité des géorgiens, nous croyons de notre devoir de rappeler aux vaillants défenseurs de la liberté et de la justice la criminelle complicité de la Russie qui ne s'occupe des questions macédo-arméniennes que pour affaiblir la Turquie et pour réaliser à la fin ses visées séculaires — l'occupation de Stamboul. »

Cette lettre, lue à la conférence, a eu l'honneur d'être applaudie par le public, puisqu'elle fut rédigée dans le sens de méfiance pour la diplomatie officielle, méfiance manifestée unanimement par tous les orateurs éminents des trois pays qui prirent tour à tour la parole: Jaurès, Mazzini, Malcolm Mac Coll, George Lorand, etc.

Donc, la démocratie européenne veut influencer la direction de la politique internationale, c'est la démocratie qui manifeste sa sympathie pour les opprimés de pays arriérés; car ce n'est pas à l'islam que l'Europe libérale et socialiste fait la guerre, mais aux institutions tyranniques d'un pays barbare. Donc, ce n'est pas une sorte de nouvelle croisade qui s'affirme, mais l'intervention de la conscience universelle indignée dans les affaires d'un Etat asiatique. Mais pourquoi cette conscience devait-elle se borner à s'immiscer dans les affaires de la Turquie seulement, quand un autre pays, dit civilisé (la Russie) présente un tableau qui peut et qui doit révolter la conscience universelle à un degré non moins intense?

Pourquoi la conscience universelle veut-elle agir sur la diplomatie européenne en faveur des macédoniens et arméniens — ce qui est déjà très précieux — mais pourquoi est-elle encore muette devant les faits abominables, dont la Sainte Russie est le théâtre d'action. Ce n'est pas bien entendu par ce que la Russie est « chrétienne, » et la Turquie mahométane que l'attention de la démocratie européenne est fixée sur cette dernière. Si la diplomatie européenne au courant des siècles passés motivait son intervention dans les affaires intérieures d'un Etat musulman par des considérations confessionnelles et religieuses, la démocratie nouvelle, la conscience universelle ne peut pas s'inspirer de cette intolérance dogmatique, ne peut pas s'intéresser au sort des macédo-arméniens pour la raison qu'ils sont chrétiens. Non, comme dans le congrès national de l'an dernier, aussi bien que dans la conférence internationale du 25 novembre les orateurs dissipèrent nettement le malentendu sur ce sujet: ils interviennent au nom de la raison et de l'humanité et ils désirent l'affranchissement des chrétiens, aussi bien que des musulmans.

Alors, pourquoi s'arrête-t-elle à mi-chemin, cette conscience de la démocratie européenne, pourquoi ne veut-elle pas intervenir en faveur des opprimés de la Russie? Est-ce par ce que la Russie est une puissance forte et que la Turquie est faible et que depuis un temps immémorable « l'Europe civilisée » est habituée à donner des coups de pieds à ce malheureux pays? Non, certainement. La cause il faut la chercher plutôt dans ce phénomène significatif que la solidarité des peuples libres est un événement récent. Jusqu'ici il existait la coalition où l'alliance de certains gouvernements qui avaient leurs intérêts respectifs à défendre. Mais c'est la solidarité et la coalition des peuples qui se manifestent de nos jours. Jusqu'ici leur attention fut dirigée sur les questions plutôt sociales. Et c'est maintenant seulement qu'ils commencent à s'occuper de la politique internationale.

Dans ce domaine la démocratie européenne n'a prononcé

que son premier mot; (1) mais les autres vont suivre. Et tous les opprimés de la Russie — sans oublier les russes, aussi bien que les autres nations — polonais, finlandais, géorgiens, arméniens, etc. trouveront dans le sein de cette démocratie européenne non seulement l'encouragement et la sympathie morale, mais aussi le soutien réel, l'appui effectif. Et alors la conscience universelle pénétrée de sa responsabilité agira sur les gouvernements existants pour les coaliser non seulement contre la Turquie barbare, mais aussi contre la Russie oppressive, contre n'importe quel gouvernement qui aurait l'insolence de fouler aux pieds les droits élémentaires de l'humanité.

## L'ÉGLISE GÉORGIENNE

Ce n'est pas une brève histoire de l'Église géorgienne que nous voulons ébaucher devant nos lecteurs. Les événements de l'Arménie russe ont évoqué dans notre esprit certains faits qui, bien qu'appartenant déjà au passé, ont assez de valeur pour les enregistrer aujourd'hui. Il s'agit de la ligne directrice de la politique russe envers ses nationalités assujetties. Les procédés arbitraires et barbares avec lesquels les agents du gouvernement russe se ruèrent sur les biens de main-morte de l'église arménienne, où sur les institutions constitutionnelles de la Finlande, ne sont pas une innovation, c'est la continuation de la politique déjà séculaire, c'est, entre autres, les procédés déjà employés au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle envers l'église géorgienne.

Voici les faits. L'église géorgienne greco-orthodoxe est une des plus anciennes. Elle fut fondée en 318, quand le Patriarche d'Antioche établit un archevêché à Mtketh (ancienne capitale de la Géorgie). En 458 le Patriarche de Constantinople, Anatole, à la prière du roi géorgien Vakhtang Gorgoslane et avec le consentement de l'Empereur Léon I<sup>er</sup>, nomma à Mtketh un archevêque indépendant, surnommé catholicos qui en 488 fut reconnu également aussi par le patriarche d'Antioche Palladius, puisqu'en 542 les catholicos mtketho-iberiens (géorgiens) furent sanctionnés par le patriarche d'Antioche. Mais à partir de cette date (542), d'après le consentement du patriarche œcuménique, Mina, et d'autres patriarches orientaux, l'église géorgienne fut reconnue comme auto-céphale (indépendante). Le sixième concile œcuménique sanctionna l'indépendance de l'église géorgienne en ces termes: « l'église de Mtketh en Géorgie doit être reconnue comme égale dans la dignité et l'honneur aux autres saintes chaires apostoliques, catholiques et patriarchales. Le catholicos d'Ibérie (Géorgie) est élevé au rang des autres patriarches et il est le supérieur des archevêques, métropolitains et évêques dans toutes les terres de la Géorgie. » (2) En 950 le catholicos de Mtketh fut nommé patriarche-catholicos.

Quant à l'église d'Iméréthie (Géorgie occidentale), celle-là aussi relevait d'abord du patriarche de Constan-

(1) Les protestations des socialistes italiens contre le tsar sont très significatives à ce point de vue.

(2) *Kartlis-Tchovreba* (en géorgien) vol. I, pages 171—172. Goudjari (édition de Khakanoff) pag. 86.



tinopol. Mais en 1390 l'archévêché de Bitchvine (Pitsounda, Abkhasie) fut proclamé indépendant. Le catholicos d'Abkhasie commandait les diocèses d'Iméretie, Mingreli, etc. En 1657 la chaire de Catholicos fut transférée à Gélathe, près de Koutaïs.

Tels sont les faits. A travers les siècles l'église géorgienne a rendu le précieux service au peuple géorgien, d'être, pour ainsi dire, le foyer de la vie nationale. Entourés par les mahométans, les géorgiens cherchèrent dans leur église un appui dans leur lutte pour l'indépendance. Et de la sorte ils surent se défendre jusqu'au seuil du XIX<sup>e</sup> siècle, quand intervint la Russie « protectrice » qui tendait « une main fraternelle à ses corréligionnaires. » Nos lecteurs connaissent déjà comment s'est faite cette « protection », comment la Géorgie fut incorporée à la Russie. Ils savent que la Russie se donnait comme défenseur de l'église orthodoxe géorgienne et qu'elle assurait la Géorgie, accablée de tous les côtés de ses intentions humanitaires et désintéressées.

Eh bien, dès que le gouvernement russe mit le pied sur le sol géorgien, après avoir fait un traité avec le roi Iraclius, il commença par la violation de ses engagements et de ses promesses. Ce qui est à noter c'est que les tsars orthodoxes ne se sont pas arrêtés même devant l'annulation des décisions des conciles œcuméniques, dont les actes pour les empereurs chrétiens et orthodoxes devaient paraître être sacrés et inviolables. Ainsi, avec la destruction des institutions nationales, fût peu-à-peu abolie l'indépendance de l'Eglise géorgienne. Par décret impérial du 30 juin 1811, le dernier catholicos Antoni II<sup>e</sup> fut appelé à Petersbourg et à partir de cette date, à la place de l'organisation ancienne de l'église géorgienne, de l'organisation sanctionnée par des conciles œcuméniques, fut établi l'exarchat géorgien du S<sup>t</sup> Synode dirigeant de toute la Russie. L'organe intérieur de cet exarchat fut d'abord « dikasterie, » surnommé ensuite « comptoir synodal. » Cefut une institution bureaucratique qui relevait par l'intermédiaire de l'Exarque du synode dirigeant. Ce qui devait être respecté par les tsars chrétiens puisque les statuts canoniques et les droits reconnus par un concile œcuménique sont obligatoires pour tous les fidèles orthodoxes, ce qui devait être protégé par les empereurs protecteurs de la chrétienté, fut d'un trait de plume anéanti et foulé aux pieds.

Nous signalons ces faits comme caractéristiques pour la politique dite « protectrice » de la Russie. Le gouvernement impérial ne s'arrêta jamais devant aucun obstacle, devant aucun scrupule moral quand ces propres intérêts furent en cause.

Eh bien, après avoir anéanti l'indépendance de l'église géorgienne, le gouvernement russe commença à la désorganiser. Pour cette besogne plusieurs moyens furent employés: il s'empara des biens de l'église, dévalisa les anciens monastères, en expédiant les précieux trésors en Russie (comme ce fut le cas pour le Monastère de Guelathi qui fut cambriolé par le gouverneur de Koutaïs, Levacheff). En tête de l'église géorgienne à partir de 1817 furent

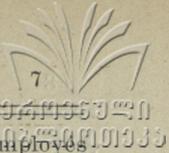
toujours placés des exarques d'origine russe, qui entreprirent la russification de leur exarchat. Ainsi, l'exarque Pheophilacte le 9 novembre 1817 prescrivit : « dans la cathédrale de Tiflis (Sion) le service divin doit être célébré en langue russe par le clergé venu de la Russie pendant les jours de fêtes, tous les dimanches et trois fois dans la semaine (mardi, vendredi et samedi). Les autres trois jours le service peut être célébré en géorgien. » (1) A l'heure actuelle il n'y a que une ou deux églises à Tiflis où on tolère encore le service en langue géorgienne. Enfin pour transformer l'église géorgienne en instrument pour la destruction de l'intégrité de la nation Khartvelienne, le gouvernement tâchait d'isoler certains diocèses de l'Eglise; dans ce but une campagne contre la langue géorgienne fut organisée dans la province de Mingrelie.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de raconter les machinations odieuses préparées dans ce but, nous nous bornerons à indiquer ici que le gouvernement, après avoir échoué dans sa première tentative de traduire la liturgie en dialecte mingrelien, (car cette traduction est impossible) a simplifié sa tâche, en remplaçant la langue géorgienne par la langue russe. Après le fameux voyage, dont nous avons récemment parlé de l'Exarque Aléxis en Mingreli l'été dernier, le sort de la langue maternelle fut définitivement réglé pour toutes les écoles; quant à l'église il ne tardera pas, à en être de même. Pour faciliter et accélérer l'accomplissement de ses desirs, le gouvernement a l'intention de détacher de l'Iméretie les diocèses de Mingrelie, Svanethie et Abkhasethie.

Tels sont les procédés du gouvernement chrétien, « protecteur des églises chrétiennes d'Orient. » Le résultat de cette politique fut tout le contraire de ce qu'attendait le gouvernement. Car le résultat est plutôt favorable au peuple géorgien: en effet en Géorgie se fit jour une indifférence extraordinaire pour les questions et la vie religieuse; le peuple détourné par les procédés de ses dirigeants ecclésiastiques, commença à chercher une autre source de vie morale, commença à apprécier les avantages du libre examen affranchi des éléments dogmatiques qui sont le germe de toutes confessions et religions. Et l'affranchissement de l'esprit a facilité de son côté l'acquisition des notions de liberté politique et nationale.

Certes, ce n'est pas ce but que poursuivait le gouvernement, certes il est dupe de sa propre perfidie et de son aveuglement. Mais nous n'avons qu'à nous réjouir de sa défaite, de la banqueroute de ses calculs. Armés de cette expérience précieuse, nous conseillons aussi à nos amis arméniens de ne pas se désespérer et de chercher ailleurs, en dehors de l'église, la compensation nécessaire, un soutien plus solide pour la lutte inévitable. Certes, les victimes de la sauvagerie gouvernementale sont nombreuses, les souffrances de centaines de familles sont inexprimables. Mais peut-être ces événements douloureux

(1) *Histoire de l'église Géorgienne* par E. K. page 20.



furent-ils indispensables pour l'éveil au sein du peuple arménien (de Russie) d'une noble indignation et d'un sentiment de liberté plus large et plus hardie.

La politique russe actuelle ne doit surprendre personne. L'autocratie *absolue* ne peut pas agir autrement, elle est logique et conséquente avec elle-même. Et quand il proclame [que c'est pour le bonheur des Finlandais qu'il voudrait anéantir leurs droits constitutionnels ou que c'est le bien-être des arméniens que poursuit le gouvernement en saisissant les biens des églises qui ne lui appartiennent pas, tout le monde comprend maintenant que c'est un mensonge des plus vils et que c'est une lâcheté des plus ignobles. Mais si, malgré les calculs du gouvernement, cette politique se tourne contre son auteur et si les peuples et les nations avisés et enfin éveillés déjouent son plan, il faudra se réjouir de cette vitalité de la force humaine. Il faut espérer que la lumière, la justice et la liberté remporteront la victoire sur les forces de ténèbres et d'oppression.

Les signes de cette victoire prochaine nous les voyons dans l'attitude du peuple russe et des différentes nations assujetties à la Russie. Quant à la question de l'église géorgienne nous ne croyons pas nécessaire d'engager la lutte sur le terrain des questions religieuses; la religion, selon nous, étant du domaine de la conscience individuelle. C'est la raison pour laquelle l'église doit être détachée de la société civile. Mais cette œuvre doit être accomplie *spontanément*, par la volonté consultée du peuple intéressé. Et quelque soit la politique religieuse du gouvernement russe envers l'église géorgienne, cette question en fin de compte, comme toutes les autres questions, sera réglée dans le sens indiqué par le peuple géorgien, organisé en autonomie nationale.

## Un nouveau procès politique en Géorgie

Nous publions ci après l'acte d'accusation porté par le gouvernement russe le 3 Août 1903, contre les ouvriers (la plupart géorgiens) ayant pris part dans les manifestations de Michailovo, manifestations où il y eut plusieurs tués et blessés.

Acte d'accusation contre D. Peradzé, V. Khosberachvili, G. Gouladzé, I. Soukhiachvili, D. Kamkamidzé, D. Thelozachvili, D. Jdanoff, V. Samkaradzé, G. Kvelsadzé, S. Aroutinoff, V. Labadzé, K. Megrelichvili, M. Messabievili, L. Tchkasaian et P. Kiknaveli.

Le 14 juillet à 8 h. du matin une trompette alarmante se fit entendre et les ouvriers du dépôt de la station de Khachouri, au nombre de 200 personnes, abandonnèrent le travail et se dirigèrent vers le remblai du chemin de fer; bientôt les ouvriers de remonte les rejoignirent et toute la foule se dirigea vers l'établissement des conduites de pétrole situé tout près de la station et fit cesser le travail à tous les ouvriers. Ils se mirent tous en marche; quelqu'un tira en l'air des coups de revolver et la foule poussait les cris de hurra. A ce moment arriva de Tiflis un train de marchandises, la foule en détacha la locomotive, barrant de la sorte la marche des trains sur la voie principale. Marchant toujours, la foule emmenait les aiguilleurs, qu'elle trouvait en route et arrivée près des hangars aux locomotives, elle éteignit le feu du foyer et enleva le régulateur d'une des locomotives. Augmentant de plus en plus, la foule arriva au bureau du chef de la voie et força tous les em-

ployés du bureau à quitter leur travail, ainsi que les employés du bureau télégraphique.

En tête de la foule se trouvait l'ouvrier Mégrélichvili. La foule exigea, qu'on cessât l'activité au télégraphe, afin qu'on ne pût faire mander des régiments par télégramme. Ayant rencontré en route le machiniste Akabadsé qui refusait de cesser le travail, la foule sur l'ordre du serrurier du dépôt Péradzé lui porta des coups ainsi qu'au gendarme Baklan, qui engageait la foule à se disperser. Puis la foule quitta la voie du chemin de fer, se rendit au marché de la station Khachouri, ferma les boutiques et força les marchands à la suivre. C'est au marché que le gendarme Noef s'aperçut que le serrurier Kiachvili tenait à la main le drapeau rouge et les autres ouvriers des rameaux verts. Ensuite la foule, environ 500 personnes retourna à la station Mikailovo et se rassembla sur le pont de Souramoula, où la voie principale du chemin de fer Transcaucasien se réunit avec les voies de Borjom et Souram. Le chef de la voie Mouat et son aide Dal s'approchèrent de la foule; alors un des ouvriers, lequel selon Dal devait être de Tiflis, déclara que les ouvriers réclamaient 8 h. de travail, une augmentation de salaire de 25%, la restitution de leur place aux ouvriers du dépôt qui avaient été congédiés et la révocation des contre maîtres du dépôt. Mouat leur promit de télégraphier leurs demandes au chef de la voie. Sauf les ouvriers ci-dessus nommés ce furent le serrurier V. Khasbéarchvili et R. Mégrélichvili qui continuèrent des pourparlers; ce dernier criait qu'il n'abandonnerait pas la voie et qu'il ne laisserait pas passer les trains. A ce moment arriva le détachement des soldats, mandé par le commissaire de police de Souram et commandé par le capitaine Dégmouroff. Ce dernier ayant déjà reçu une dépêche du préfet de police du département de Tiflis, laquelle lui prescrivait d'aller au secours de l'administration pour calmer complètement les troubles, plaça ses soldats au carrefour de la voie principale et des voies de Borjom et de Souram à 100 pas de distance des ouvriers qui restaient sur le pont. Le commissaire de police Podgorny et le capitaine Dégmourof s'approchèrent plusieurs fois de la foule, en la sommant de se disperser et la prévenant que dans le cas de désobéissance ils tireraient. Mais, selon le témoignage des policiers, Besman et Panovichenko, le serrurier Péradzé, le machiniste Jdanof et le commis Samkharadzé engageaient la foule à rester. Le commissaire de police conseillait à la foule de choisir parmi eux une députation pour conférer avec les chefs, mais Jdanof tout en faisant de différents signes à la foule, l'engageait à ne pas le faire, car disait il on les arrêterait aussitôt. Le même Jdanof avait déclaré qu'il était envoyé exprès de Tiflis, pour tâcher que les ouvriers tout en cessant le travail ne fissent pas de troubles et Samkharadzé disait aux ouvriers qu'ils devaient persister, afin d'obtenir l'augmentation de salaire, que des hommes ne sont pas des bêtes, etc. Et le serrurier Khamkamidzé, restant aux premiers rangs, criait hurra, alors que le commissaire de police proposait à la foule de se disperser. Alors, comme l'a témoigné le gendarme Iarachenco, un des manifestants tira un revolver de la tige de sa botte et le montrant aux soldats leur disait qu'ils n'avaient que des cartouches à blanc tandis que les ouvriers en avaient de vrais.

Il arrivait toujours des ouvriers, de sorte que la foule augmenta jusqu'à 1000 personnes. Une partie de la foule arrêta le train de Batoum et l'autre, voyant que le train de Borjom s'approchait, se précipita pour l'arrêter aussi.

Le serrurier Soukiachvili tira le fil télégraphique, ferma le disque sur la voie de Borjom et le machiniste de l'établissement de pétrole Jdanof engageait alors la foule à enlever le régulateur et se portant en avant pour arrêter le train de Borjom engageait la foule à la suivre. Les gamins ayant détaché la locomotive, Jdanof y sauta et saisissant le régulateur ouvrit la vapeur. Le levier se trouvant vers Mikaelovo, la locomotive se détacha du train et commença à monter, mais le machiniste Ianoulatou poussa Jdanof et fit arrêter la locomotive. Jdanof sautant de la locomotive, déclara au machiniste qu'il fut étudiant de l'école sup. des mécaniques. Les gendarmes P. et Dr. ont vu que Jdanof sautant de la locomotive, avait saisi le machiniste par le veston et voulait le faire descendre. Le capitaine Digouroff voyant que la foule se précipitait vers le train de Borjom, déplaça ses soldats et les mit plus près de la



voie principale et de la foule de sorte que les soldats étaient séparés de la voie de Borjom par un ravin.

Le capitaine Digouff qui avait averti la foule que si elle arrêtait le train, on tirerait sur elle, voyant qu'elle n'avait pas obéi, donna l'ordre aux soldats de se jeter en avant et de disperser la foule à coups de crosses.

Le serrurier Goladzé, l'aide de serrurier Plosachvili, le serrurier Kvéssadzé, l'aide de ser. Loukiachvili (ce dernier tenait un drapeau rouge), se trouvèrent sur la voie de Borjom devant la foule, l'excitant et la menant. Gouladzé criait à la foule d'avancer et quand le capitaine Digouff ordonnait de laisser passer le train, il criait qu'ils ne le feraient pas. Quand Digouff avec ses soldats franchirent le ravin vers le train arrêté, la foule lapida les soldats et fit même feu deux ou 3 fois. Digouff et ses soldats entendirent bien le sifflement des balles. Ce bruit fut également entendu par le commissaire de police P., le chef de la voie Mouaf, le chef de la gare Varvarino Gilaeff, par le gendarme et les aiguilleurs et un de ces derniers Pilif vit même des revolvers braqués sur les soldats et les gendarmes. Quand un des soldats Oucharenko monta sur la voie de Borjom, trois ouvriers se jetèrent sur lui, le laissèrent par la poitrine et voulurent lui enlever son fusil, mais les autres soldats les chassèrent à l'aide des baïonnettes et des crosses de fusils.

Selon le témoignage du gendarme B., G., B. et celui du chef de la gare Gilaeff, en tête de la foule se trouvaient encore le serrurier du dépôt Khosberidzé, l'aide du ser. Peradzé, l'ouvrier de remonte Megrelichvili, lesquels également lapidaient les soldats. Le chef de la gare Gilaeff qui restait au carrefour de la voie principale et de celle de Borjom ayant remarqué que le commis Samkharadzé lapidait les soldats, attira aussitôt sur ce fait l'attention du gendarme Miroch. A part cela, l'aide du chef de police, selon le témoignage des ouvriers, avait démontré que l'aide de ser. Kamkamadzé guidait et excitait la foule et lapidait aussi les soldats. Comme la foule refusait d'obéir et lapidait toujours les soldats, ce ne fut que la moitié de ces derniers qui put monter sur la voie et alors le capit. Digouff donna l'ordre de reculer et de faire feu, par peloton. Tout en montant sur la voie, les soldats n'ont tiré que 10 coups de fusil, ce qui prouve le nombre de cartouches brûlées. Les 3 gendarmes vinrent se mettre près des soldats, tandis que les 8 autres qui restaient sur la vieille voie à 80 pas de la foule ont bien entendu le commandement du capitaine Digouff de venir en aide aux soldats, mais ils n'ont pas eu le temps de descendre de cheval, qu'ils entendirent que le capitaine Digouff commanda de faire feu, ce qu'ils firent 14 fois. La foule commença aussitôt à se sauver et Digouff fit cesser le feu. Mais, sur la voie de Borjom et sur la voie principale il y avait déjà des blessés et plusieurs tués, parmi les premiers se trouvaient Kvéssadzé, Gouladzé, Mégoblichvili, Samkharadzé, Kamkolidzé, Tchakhoyan et Téliossachvili, ce dernier fut pris par les gendarmes G. et M. sur la voie de Borjom à 16 mètres de la locomotive, et parmi les soldats se trouvaient 18 blessés. En examinant les fusils des soldats on remarqua que 8 d'entre eux portaient des traces de coups de pierres. Après suit l'énumération des preuves contre chaque accusé.

En fait de quoi et suivant les articles 200 et 1200 du code criminel toutes les personnes ci dessus nommées sont citées à comparaître devant la cour correctionnelle de Tiflis.

Fait à Tiflis 3 août 1903.

### Popularité du gouverneur-général du Caucase le prince Golitsine

Les élèves du 1<sup>er</sup> gymnase de Tiflis ne saluaient pas dans les rues le gouverneur-général du Caucase, le prince Golitsine. Ce dernier, exaspéré par l'attitude des petits manifestants, manda le directeur du gymnase. Le directeur s'excusa en disant que probablement les élèves ne reconnaissaient pas le prince. Alors le prince Golitsine a ordonné d'accrocher son portrait au mur faisant face à l'entrée du gymnase.

L'ordre fut exécuté. Mais les élèves du gymnase exaspérés de voir tous les jours devant leurs yeux cet « honorable portrait » décidèrent un jour de s'en débarrasser. déchirèrent le portrait le jetèrent aux cabinets d'aisances et firent sur le mur cette inscription : « ici est ta place ». Pour cet acte 52 élèves furent expulsés.

### La presse étrangère sur la Géorgie

« *La Tribune de Genève* » de 5 novembre 1903 signale que le sentiment de l'indépendance est très vif au Caucase.

« Comme preuve de ce que nous avançons, dit le journal, voici la fondation à Paris d'un nouveau journal *La Géorgie*. Son premier article indiquant le but de la publication est intitulé : « La Géorgie et la Fédération du Caucase ». Le titre est en lui-même déjà significatif.

Les Géorgiens forment une unité, une race à part dans le gouvernement du Caucase où se trouvent aussi des Arméniens et des Turcs. La Géorgie russe actuelle comprend les gouvernements de Tiflis et de Koutaïss, à l'extrême ouest de l'Asie Mineure.

Les Géorgiens sont une des plus belles et des plus nobles races qui soient au monde. Ecrasés actuellement sous le régime administratif et militaire oppressif de la Russie, ils demandent non pas une séparation complète mais une organisation autonome, ce qui serait pratiquement faisable, car les Géorgiens forment un groupe compact. Sans doute ils se rappellent aussi qu'autrefois la Géorgie fut un royaume avec une longue et glorieuse suite de rois. Ils voudraient donc en dehors de leurs revendications pour la Géorgie proprement dite, voir organiser tout le Caucase en une fédération « faisant partie d'une autre grande fédération : la Russie ».

C'est donc à une manifestation de plus du mouvement fédératif qui travaille les masses profondes de la Russie que nous assistons avec la création du journal *La Géorgie*, à Paris. Ce symptôme se produisant à l'étranger, chez la nation alliée, valait la peine d'être signalé ».

### BIBLIOGRAPHIE DE LA GÉORGIE

#### Dix neuvième siècle

(Suite)

- ZUBOV. — Kartina kavkazskavo Kraya. St-Pbg 1835, 4 vol. Shest pisem o Gruzii i Kavkazie. Moskou 1834.
- BESSE. — Voyage en Crimée, au Caucase, etc Paris 1838.
- BELANGER (Ch.). — Voyage aux Indes par la Géorgie Paris 1838. — Fragments de lettres écrites de Tiflis. — In bibli universelle de Genève 1838.
- WILBRAHAM (CAP RICHARD). — Travel in the Transcaucasian provinces. London 1839.
- DUBOIS DE MONTPEREUX (FRÉDÉRIC). — Voyage autour du Caucase. Paris 1839-43, 6 tom.
- HAMILTON (WALTER). — Researches in Asia Minor, Armenia. London 1840, 2 vol.
- SOUTGATE. — Horatio. Narrative of a Tour through Armenia. New-York 1840.
- SAMUEL (J.). — The Remnant found, or the place of Israel's Hiding discovered. the result of personal investigation during a missionary tour in Georgia London 1841.
- TEULE (JULES). — Pensées extraites du Journal de mes voyages dans les provinces russes, géorgiennes et tartares du Caucase... Paris 1842, 2 vol. in-8°.

(A suivre).

La gérant : RENAUD.

Assoc. ouvrière, J. Allemane, directeur, 51, rue S<sup>t</sup>-Sauveur.